

Comment sortir de l'industrialisme ?

* * *

Que faut-il garder de l'industrie pour retrouver un juste milieu entre la réponse à nos besoins et les capacités de la planète ?

Encouragée, ne l'oublions pas, par ceux qui achètent ses produits, séduits par le grand vent de la publicité, l'industrie multiplie l'efficacité des facteurs de destruction de la biosphère. Même si l'île de Pâques a été désertifiée par des hommes munis de haches de pierre, des bûcherons équipés de tronçonneuses seraient allés seulement beaucoup plus vite mais le résultat aurait été le même. Et nous utilisons couramment aujourd'hui des équipements à l'échelle des montagnes, qui font les dégâts au niveau géologique. Faut-il donc arrêter toute l'industrie ou seulement freiner ce train qui ne va nulle part mais de plus en plus vite ? N'y a-t-il pas un juste milieu, une juste mesure, permettant de créer du bonheur de vivre tout en préservant la planète le plus longtemps possible ? Nous allons esquisser quelques pistes de réponse dans les lignes qui suivent.

La nature de l'industrialisation

Le traitement industriel peut s'appliquer à toute activité de l'économie, y compris celles qui ne sont pas considérées a priori comme industrielles : les activités de service. Il commence par simplifier la réalité pour mieux l'appréhender et la maîtriser mais lui applique ensuite des

processus de plus en plus techniques et complexes, ce qui fait que les conséquences n'en sont plus totalement prévisibles. Cela génère de nouveaux problèmes, auxquels l'industrie tentera de répondre en analysant plus finement le réel, mais aussi en complexifiant davantage le traitement, ce qui générera encore d'autres difficultés, et ainsi de suite.

Il y a donc à l'entrée deux démarches principales: une segmentation du traitement en processus parallèles analysés en opérations successives, et simultanément une approche numérique, ce qui aboutit inévitablement, d'une part à une création de catégories au sein des objets traités, et donc le plus souvent à leur tri, et éventuellement leur hiérarchisation ; d'autre part à une massification des données relatives à chaque catégorie, qui seront traitées uniformément. Le tout favorise la mise en exergue de la productivité du processus, flambeau de son développement et de sa diffusion, qui font oublier la mise à l'écart des cas trop particuliers, renvoyés à leur insatisfaction dans la proportion classique de 20 %. Dans certains cas, des filières distinctes se créent (par exemple bois d'œuvre et bois pour pâte à papier). Dans

d'autres, il y a seulement tri et rejet (par exemple le tri des blessés à l'entrée du bloc chirurgical d'un hôpital de guerre). Le problème est que cette simplification méthodologique n'est jamais satisfaisante à 100 %, sauf quand l'industrie se l'applique à elle-même, par exemple pour des produits intermédiaires, puisqu'elle est alors à la fois le concepteur et le bénéficiaire du test, et qu'elle assume éventuellement le coût du rejet dans sa totalité.

Dans l'évolution du processus, on observe au fil des ans une complexité croissante des équipements, issue des perfectionnements et corrections successifs. Cela génère de l'opacité même pour les professionnels et, du fait de la division du travail, une spécialisation grandissante de ces derniers, qui est elle-même un deuxième générateur d'opacité, chacun d'entre eux ignorant de plus en plus ce que font ses collègues, d'autant plus que leur activité est éloignée de la sienne verticalement et horizontalement. Le résultat du processus est en principe précis, uniforme, efficace et économique, mais il est aussi simplifié, sans nuance, sans aléas et pour ainsi dire froid. La massification/simplification qui a permis cette efficacité, accompagnée de l'opacité des processus, aboutit à un certain degré d'inadaptation du produit industriel et d'étrangeté de son abord premier. Alors que l'industriel s'est voulu au service de l'utilisateur (évoquant le dévouement de l'artisan auquel il succède souvent), c'est ce dernier qui doit s'adapter au produit, en accepter les règles normatives, en apprendre la mise en œuvre et accepter les contingences du résultat.

Mais il y a différents degrés d'industrialisation et différentes manières de l'organiser : on peut observer parfois une activité principale très industrialisée dont les périphériques le sont très peu (par exemple dans l'agroalimentaire) ou, au contraire, une activité principale très peu industrialisée dont les périphériques

le sont énormément (bloc chirurgical), et bien sûr toutes les combinaisons envisageables de ces tendances, depuis l'usine entièrement automatisée jusqu'à l'organisation intégralement artisanale mais déjà industrielle. On peut donc imaginer de créer des cartes des degrés d'industrialisation de l'ensemble des processus concourant à une production. Mais il restera à évaluer comme nul, faible, moyen, fort, exagéré ou insupportable le degré d'industrialisation de chaque phase, et à déterminer d'abord comment construire la grille de ce classement.

Le pouvoir par l'industrialisation, l'industrialisation par le pouvoir

Le problème de l'industrialisation est qu'elle fait système, à la différence de l'artisanat, et donc, comme tout système, qu'elle tend à s'étendre, à développer sa cohérence, à chercher à s'appliquer verticalement, du prélèvement de matière première dans la nature jusqu'au rejet des déchets dans cette même nature, et, horizontalement, à tout processus, à tout lieu, à toute activité. On peut dire qu'elle constitue un outil idéal mis à la disposition d'un processus capitaliste mais, ce dernier étant devenu spéculatif (et lui-même industrialisé au moyen de l'informatisation des marchés), et donc entré dans une spirale destructrice, elle l'accompagne et le soutient dans cette recherche des limites qui, une fois dépassées, marqueront la fin de la société humaine.

Faisons ici un petit détour par la neurologie.

Antonio Damasio explique dans deux livres publiés chez Odile Jacob, *L'Erreur de Descartes* et *Le Sentiment même de soi*, qu'il existe dans le cerveau un centre des émotions et que, quand ce centre est détruit (ou isolé), le sujet devient incapable de prendre de bonnes décisions. Ces dernières étant définies fort

modestement par les spécialistes comme les décisions favorables à la survie de l'individu.

On peut en déduire que le technocrate qui prétend apprécier objectivement une politique et prendre sans émotions les bonnes décisions est soit un menteur (cas le plus probable), soit quelqu'un d'éminemment dangereux pour la structure qu'il pilote. Au-delà de la question de savoir si les ordinateurs seront un jour intelligents, ce qui est en quelque sorte exclu par construction, on peut être certain qu'ils ne sont aucunement en mesure de "prendre" de bonnes décisions, puisqu'ils ne ressentent aucune émotion (ils peuvent seulement les simuler si on les a programmés dans ce but), et que leur centre émotionnel est non seulement isolé de leur processeur, mais inexistant.

C'est pourquoi les marchés spéculatifs, où beaucoup de décisions doivent être prises très vite – et sont donc confiées à des ordinateurs (l'homme ne faisant alors que décider des paramètres de l'action) – ne peuvent pas, et de moins en moins, au fur et à mesure que l'homme s'efface devant la technique, prendre de bonnes décisions (favorables à leur survie et à la nôtre).

Là où le capital traditionnel, apporté par des proches ou, à la rigueur, par une banque locale ou par appel à un marché réunissant des intervenants humains, restait ainsi relié au réel de l'activité, à la solidité de son opportunité, au coût éventuel de ses erreurs écologiques ou sociales, le capital spéculatif, géré à partir d'algorithmes mathématiques, libéré de la réalité de quelque lieu que ce soit, affranchi de toute réalité sociale ou écologique, est l'instrument parfait du suicide de l'humanité. Les plus lourdes décisions, impliquant l'ensemble de la planète, à travers le travail des milliers de lobbyistes, opérant dans tous les domaines, politique, législatif, et bien sûr industriel, sont prises sous son égide, déchargées de toute émotion réelle comme de responsabilité.

Bien sûr les technocrates jurent, la main sur le cœur, que la Banque mondiale et l'OMC sont au service de toute l'humanité, l'industrie des OGM nous promet une nourriture parfaite pour tous et la guérison des maladies les plus retorses, les gouvernements affichent la définition du développement durable en tête de tous leurs documents un peu importants, mais nous savons que ces phrases sont vides, aussi vides que celles de l'ordinateur programmé à dire "je vous remercie" dès qu'on a validé la manœuvre prévue par le logiciel activé, et qu'elles visent seulement l'acceptabilité (nouveau terme de la novlangue) des mesures évoquées.

La réalité est que cette machine, la mégamachine, a pris le pouvoir, tout le pouvoir, ou plutôt que l'homme ne le lui a donné, au terme d'un processus assez complexe, assez bien décrit par Ellul par exemple. A côté d'un imaginaire noyauté sur le plan politique par la notion de progrès, et sur le plan économique par le credo de la croissance, le bras armé de ce pouvoir est l'industrialisme, sorte de fanatisme que nous définirions comme consistant à confier à l'industrie, peu à peu, et si possible en verrouillant toute possibilité de revenir en arrière, l'ensemble des activités humaines, y compris les plus intimes, les plus émotionnelles, les plus proches de notre nature originelle. Ce fanatisme, meurtrier par son excès même, après avoir obtenu de nous une adhésion massive à travers la religion du progrès axée sur la notion de croissance indéfinie, est sur le point de détruire l'humus même au sein duquel nous avons pris naissance après quelques millions d'années d'évolution : la biosphère.

Pour nous sauver, il nous faut à tout prix reprendre le contrôle de cette "machine", résister à cette invasion exponentielle en reprenant d'abord le contrôle de nous mêmes, en décolonisant à la fois notre propre imaginaire et notre propre pensée

rationnelle, que le système a investie avec notre propre énergie en la privant peu à peu de son bienfaisant contrepoids émotionnel.

Sortir de l'industrialisme

Certains parmi nous auraient tendance à préconiser un retour massif à l'artisanat, mais il ne s'agit pas de revenir au passé, ce qui est en fait impossible, comme de parcourir le temps en marche arrière ou de revenir tous à l'état d'homo faber. Il faut d'ailleurs remarquer que la fabrication d'un produit, fût-il apparemment simple et d'une utilité universellement évidente, comme le vélo, passe par celle de ses composants et met parfois inmanquablement en jeu, à certains stades, des processus industriels. Quelquefois même intervient une très haute technologie, opaque, dévoreuse de moyens et génératrice de désordres sociaux et de pollutions à l'autre bout de la planète. Parfois il existe une ou plusieurs alternatives, parfois aucune.

Remarquons ici que l'absence d'industrie n'a pas empêché les habitants de l'île de Pâques de détruire leur biotope. C'est donc bien en amont que se situe ce fanatisme qui, à des échelles différentes, nous amène à la catastrophe quel que soit l'outil que nous utilisons. Où se situe donc la limite à ne pas dépasser ? Comment remettre l'industrie à sa place de serviteur efficace et obéissant ? Qu'est-ce qu'on accepte ? Qu'est-ce qu'on refuse ? Qu'est-ce qu'on a le droit d'accepter ? Qu'est-ce qu'on a le devoir de refuser ?

Pour s'en faire une opinion, il faut d'abord savoir.

Le point de départ incontournable de la réflexion, c'est le fait que ce monde est fini et que l'empreinte écologique de l'humanité tout entière doit redescendre à 1 sous peine de naufrage. Les pays qui sont au-dessus de 1 ont donc une sorte de dette envers ceux qui ont une empreinte

inférieure à 1. On a peu évoqué la contrainte démographique, qui est le deuxième facteur de l'empreinte écologique, le premier étant le patrimoine géographique du pays, le troisième en étant son train de vie, c'est à dire en quelque sorte son intensité d'usage des ressources naturelles de son territoire.

Ainsi, plus son territoire est grand, plus l'empreinte du pays sera faible ; plus sa population est importante, plus son empreinte sera forte ; plus son train de vie est élevé, plus son empreinte sera forte.

Pour chaque produit, on peut se demander s'il est vraiment nécessaire ou s'il est superflu, en sachant que déjà ici la culture interviendra, que ce soit au niveau local, national, ou mondial. Il faudra ensuite se demander soit s'il est généralisable à tous, comme la bicyclette ; soit si sa fabrication doit être exclue pour cause de coût écologique et social exagéré, comme, probablement, tout ce qui touche au tourisme spatial ; soit s'il peut légitimement être fabriqué pour un certain nombre, en fonction d'une passion assez exclusive (par exemple le char à voile), d'une profession (un véhicule pour un commerçant), d'un handicap (un ordinateur pour un aveugle), au moins pour tous ceux qui le souhaitent, ce qui renvoie à une empreinte écologique tantôt individuelle, tantôt moyenne, donc – osons le mot – à une sorte de rationnement polymorphe.

Ce terme de rationnement évoque une limitation, et c'était donc un gros mot jusqu'à ces dernières années, même si cette limitation n'interdit ni les gains de productivité sur des prélèvements plafonnés de ressources naturelles, ni toutes les améliorations immatérielles par lesquelles certains aimeraient sauvegarder la croissance, qui serait alors en quelque sorte dématérialisée. On sait que ce projet est discutable, puisque le moindre acte immatériel met en jeu malgré tout de l'énergie et des ressources naturelles.

On comprend que mettre un terme à l'industrialisme soit dans ce contexte un vaste chantier. Si l'on veut remettre la création du bonheur de vivre au centre de l'économie, dont c'était le but premier d'après Georgescu-Roegen, il est nécessaire de fixer des limites au champ industriel et de faire rentrer l'industrie dans ce périmètre, soit au niveau de la nature des biens ou services produits (par exemple chaussures, vêtements, soins médicaux), soit au niveau de l'opportunité d'industrialiser tout ou partie des processus de production de ces biens ou services et des biens ou services intermédiaires entrant dans leur composition (par exemple, pour les cycles : les roulements à billes, pneus, accessoires, mécanismes, carénages), soit au niveau du caractère tolérable ou non de cette activité :

1) par rapport aux travailleurs eux-mêmes compte tenu de leur degré d'épanouissement dans le processus, et de l'organisation même de ce dernier face au sens qu'ils peuvent lui donner dans leurs vies : par exemple, jusqu'à quel point le ramassage et le traitement des déchets doit-il être effectué par des professionnels qui y consacrent toute leur carrière ou à tour de rôle pendant un à trois mois par des jeunes effectuant un service civique aussi universel que l'allocation du même nom ?

2) par rapport aux populations environnantes dans le cadre d'une gestion concertée du territoire : par exemple, jusqu'à quel point une activité à risque mais jugée démocratiquement nécessaire peut-elle être implantée quelque part, où et selon quelles modalités et en prenant quelles précautions ?

Proposition d'une démarche

Il faudrait mettre au point la démarche pour quelques produits ou services et, si elle paraît intéressante, essayer ensuite de trouver les moyens de la systématiser à l'ensemble de l'économie, afin, par

exemple de pouvoir faire des propositions d'objectifs au niveau du tableau d'échanges interindustriel (TEI). Compte tenu du fait que certaines matières premières ne se trouvent que dans des lieux très localisés de la planète, que certaines productions sont plus facilement envisageables sous d'autres latitudes, il ne serait pas réaliste de nous limiter à la France, et il faudra donc envisager ultérieurement de trouver comment nous concerter avec les représentants d'autres pays afin que, la biosphère étant planétaire, ces choix réfléchis puissent aussi être effectués au niveau planétaire.

Analyse de la situation actuelle

Elle doit se faire :

- > branche par branche,
- > secteur par secteur,
- > produit par produit (y compris les produits intermédiaires).

Il faut faire un repérage des filières de production où l'industrialisme se déchaîne ou tend à se déchaîner ; un repérage des filières générant une empreinte écologique :

> supérieure à 3 (moyenne française) : justifiant le blocage de tout nouveau projet d'installation puisqu'il augmenterait l'empreinte écologique du pays.

> supérieure à 1 (moyenne mondiale tolérable à long terme) : recherche de moyens de réduire l'activité ou de lui trouver des alternatives moins prégnantes, Il faut également faire une recherche documentaire des alternatives et calculs de leurs empreintes écologiques respectives,

> au niveau d'une opération,

> au niveau d'un processus,

> au niveau d'une filière,

(par exemple par simplification des appareils, renonciation à des sophistications inutiles, etc.)

Il faudrait ensuite se pencher aussi sur l'aspect quantitatif des productions industrielles.

Il serait intéressant, en utilisant au maximum les documentations existantes

(comme l'étude sur le pot de yaourt pour lequel sont effectués 8000 km), de créer un tableau matriciel chiffrant les échanges énergétiques et matériels (et non financiers) inter-branches selon trois modes : éventualité la plus catastrophique pour l'environnement, situation actuelle, économie de matière et d'énergie la plus performante en l'état actuel des connaissances. On pourrait ainsi, en faisant varier les paramètres, calculer l'importance du bénéfice écologique espéré de tel ou tel processus alternatif (artisanal ou non), de tel gain de productivité, de telle diminution suggérée de l'offre dans tel ou tel secteur.

Il est possible qu'il faille consulter pour cela des professionnels, cadres ou syndicalistes, dans chaque branche, des spécialistes de la comptabilité nationale, des informaticiens, mais :

- 1) cette réflexion deviendrait ainsi politiquement plus crédible et capable de structurer un débat.
- 2) le fait que nous ne puissions pas mener à bien une telle tâche aujourd'hui n'exclut pas que nous dressions un plan de recherche afin d'en chercher ultérieurement le financement.

Le plus envisageable est sans doute, dans un premier temps, de commencer par traiter complètement quelques produits emblématiques et reconnus indispensables comme le vélo, le fauteuil du dentiste, le livre...

Recommandations normatives

Comme cela a déjà été soulevé dans des débats de niveau national, le programme politique des objecteurs de croissance reste peu développé. Ce travail permettrait de suggérer diverses mesures d'encadrement de l'industrie, action incontournable pour sortir de l'industrialisme au niveau de l'offre, et mettre fin à la dictature des producteurs. Il ne serait pas inutile de rédiger même

des propositions de textes, sur l'affichage de l'énergie grise, la réparabilité, le suivi des pièces détachées, la compatibilité, la modularité des produits industriels.

L'affichage de l'énergie grise de tout bien et service et de tout produit intermédiaire semble une chose indispensable et urgente si l'on veut lutter contre l'emballage de l'effet de serre. Pour que cette mesure soit efficace et dissuasive, il faut, d'une part que les acheteurs-citoyens soient sensibilisés à l'utilité de cette information, d'autre part qu'elle soit universellement donnée, y compris, même avec une approximation, pour les produits artisanaux, de sorte que les comparaisons les plus éclatantes soient établies.

La réparabilité est en quelque sorte le contraire de l'obsolescence programmée, pratique industrielle dévorante de ressources naturelles, puisqu'elle permet de prolonger la vie des produits. Elle implique d'autres attitudes lors de leur conception, d'autres choix de composants (vis au lieu de rivets, joints au lieu de soudure, etc.) mais, permettant de faire durer les produits éventuellement à travers plusieurs carrières, elle économise les prélèvements à la nature et ralentit les émissions de déchets. Elle facilite aussi le recyclage partiel, voire la mise à niveau des composants, tout en contribuant à créer des emplois plutôt qualifiés.

Le suivi des pièces détachées implique que la gestion de ces dernières ne soit pas instrumentalisée pour accélérer l'obsolescence des produits. Des seuils de durée minimale pourraient être établis, en distinguant selon qu'il s'agit d'un élément consommable, d'une pièce d'usure, d'un composant structurel. Par ailleurs, à l'image de l'édition des livres, où la copie est autorisée à partir du moment où l'éditeur déclare l'ouvrage épuisé, on pourrait décider que la fabrication des composants est libre et les brevets correspondants suspendus (ou retombés dans le domaine public) quand le vendeur

du produit ne veut plus assurer le suivi des pièces détachées en assurant la réparabilité.

La compatibilité est aussi très limitée par l'industrie quand elle tente de conserver une exclusivité sur ses gammes de produits, ou d'organiser tout simplement leur obsolescence par refus de vente des composants. Mais ce sera au contraire son intérêt de favoriser la compatibilité si on l'oblige à assurer de longs suivis de pièces détachées, car elle pourra alors limiter ainsi le nombre de références en stock. Cette problématique est flagrante dans le secteur automobile, où il semble normal de changer de véhicule quand on veut seulement en changer le moteur (voir tout le discours actuel sur les véhicules hybrides), mais où certaines pièces restent discrètement identiques sur tous les modèles de la marque.

La compatibilité entre fabricants et entre filières soulève un problème plus délicat, celui des normes, puisqu'on dépasse alors les choix internes à une entreprise, et que l'on bride la liberté mythique de l'entrepreneur. Nous pensons toutefois qu'il s'agit avant tout de volonté politique. Le procès Microsoft est emblématique de la façon dont la compatibilité est envisagée par les grandes entreprises : un moyen d'asservir l'ensemble de leur secteur. Pour en rester à l'automobile, c'est bien une culture néfaste qui nous fait admettre qu'il faut changer tout le véhicule alors que c'est d'abord le moteur qui est remis en question. Il n'en a pas toujours été ainsi, puisqu'au début du siècle on pouvait composer son véhicule en choisissant ici un moteur, là un train avant, etc. Ceci nous amène justement à la piste suivante. La modularité des produits correspond à une nouvelle liberté de l'utilisateur. La souplesse d'utilisation et d'affectation d'un composant, rendue possible par la compatibilité, est envisagée dès sa conception quand la modularité devient un objectif. Il peut alors, en cours de carrière, être réaffecté dans un autre

équipement, puis un autre au besoin, jusqu'à la fin de sa durée de vie. Alvin Toffler prévoyait dans les années 1970 que la modularité, par exemple dans le bâtiment, autoriserait les utilisateurs des produits industriels à une grande créativité qui ferait contrepois à l'uniformisation que l'on redoutait déjà de l'industrialisation. Mais les dirigeants d'entreprise, comme ils l'ont fait souvent face aux normes, y ont vu des avantages donnés à la concurrence, et la modularité, sauf quand elle est utilisée en interne, reste de l'ordre d'un bricolage plutôt désavoué par les fabricants. Même en informatique, où elle est vantée par certains commerciaux, elle se limite souvent aux matériels ayant moins de trois ans, ce qui favorise l'obsolescence.

Comme on l'a sans doute compris, ces différentes contraintes, que nous proposons de confirmer à la fois par le haut, par la voie législative, et par le bas, par les boycotts des acheteurs, visent à augmenter la durée de vie des produits, de sorte que leur réforme, qui devrait aboutir à leur démontage et leur recyclage, soit librement décidée par l'utilisateur, si possible après un calcul visant la plus grande économie de ressources naturelles, et non imposée techniquement par le fabricant, dont la stratégie marketing ne vise qu'à dégager le plus gros profit, sans aucun souci des générations futures.

Recommandations concrètes

Il faut donc déterminer : que produire ? combien produire ? comment produire ? par des voies industrielles ? artisanales ? en autoproduction ?

On peut distinguer :

a) ce qui peut être produit pour tous (mais en quelle quantité ?) avec le processus ayant l'empreinte écologique minimale. Notons que si la population de référence est multipliée par deux, des limites à cette "démocratisation" peuvent être imposées par le caractère fini de la ressource ou de

la base qui lui permet de se renouveler. On peut envisager de classer dans cette catégorie les produits nécessaires à la satisfaction des besoins basiques fondamentaux (eau, nourriture, vêtements, logements) mais aussi les grands services publics (éducation, santé, transports collectifs, organisation des débats publics, gestion administrative, etc.) ;

b) ce qui ne devrait être produit pour personne, car non généralisable, puisque, dans l'idéologie actuelle, tout produit tend à se diffuser, par l'action pernicieuse des mass médias, vers des publics de plus en plus nombreux, et que cette diffusion future, parfois totalement hypothétique, justifie l'accaparement par les plus fortunés de ressources naturelles à l'accès desquelles leur argent ne devrait leur donner aucun droit supplémentaire. Nous pensons ici à l'exemple typique du tourisme spatial, dont la démocratisation n'est même pas évoquée mais dont les comptes-rendus triomphants sont une injure à la face du monde, ou plus banalement au Paris-Dakar, hideux flambeau de l'idéologie occidentale et du gaspillage énergétique, qui devrait au minimum être interdit de toute médiatisation nationale ou internationale ;

c) dans les produits non généralisables à l'ensemble de la population, certains pourraient tout de même être fabriqués, soit parce qu'ils sont indispensables à une catégorie de personnes bien précise et peu intéressants pour les autres, soit, parce que, dans un contexte de revenus plus stables et moins différenciés, ils représenteraient un investissement qui ne peut correspondre qu'à une forte passion – et donc un très grand bonheur de vivre pour leurs utilisateurs – excluant pour eux (à travers les limites de temps et d'argent) de nombreuses autres activités : tout le monde ne veut pas faire du char à voile, de la reliure, du modélisme, etc. C'est donc ici que se nicheraient les diversités individuelles, car nous ne pensons guère

que le "bonheur de vivre" puisse être issu d'une "planification à la soviétique" de la consommation, ni d'un "fascisme vert" gérant uniformément l'emploi des ressources naturelles par chaque individu. Rappelons que c'est la consommation globale qui doit être maîtrisée, et on peut espérer qu'elle le soit en autorisant des diversités de comportements limitées plus par un plafonnement de l'éventail de revenus que par un rationnement strict des ressources.

Si nous pouvons calculer assez objectivement ce qu'il est possible de mettre à la disposition de tous, ou au contraire ce qu'il est impossible de généraliser, il nous semble qu'un débat démocratique au sein de chaque communauté devrait déterminer quels produits ne pourraient être proposés qu'à une certaine proportion de la population, ou réservés à des usages collectifs, et dans quel quota, puisque c'est seulement le total cumulé qui devrait être plafonné à travers l'empreinte écologique, et que de très nombreux arbitrages très divers restent possibles dans cette limite.

Quoi qu'il en soit, tout rationnement posera en même temps la question de la démocratie à travers celle de sa légitimité, et celle de l'égalité, puisque rationnements, quotas, et autres péréquations individuelles ne sont supportables que si les revenus des citoyens cessent de devenir de plus en plus divergents. En effet, il n'est pas question de répartir les ressources en fonction du pouvoir d'achat, ce qui reviendrait à maintenir les privilèges actuels, que les divergences grandissantes des revenus rendraient insupportables en situation de pénurie.

On peut établir au passage un parallèle avec les doctrines monétaires qui demandent l'établissement : d'un revenu minimum (par exemple l'allocation universelle) ; d'un revenu maximum au-dessus duquel

l'enrichissement déborde l'environnement réel d'un individu et le fait obligatoirement entrer, soit dans un accaparement de biens ou de ressources stérile par rapport au but ultime de l'économie, la création de bonheur de vivre (son bonheur personnel dans le monde réel n'étant plus accru par un supplément de richesse), soit dans la spéculation capitaliste, dont il apparaît de plus en plus clairement qu'elle est destructrice de l'économie réelle, c'est-à-dire de l'outil permettant justement à la collectivité humaine de consolider ou d'accroître éventuellement son bonheur de vivre global ; des processus plus complexes qui, laissant l'individu libre entre ce plancher et ce plafond, lui demanderont toutefois, soit de faire redescendre progressivement et de maintenir à 1 son empreinte écologique personnelle (contrainte individuelle), soit, dans le cadre d'une mutualisation des

prélèvements et des pollutions, d'agir en sorte que l'empreinte écologique de son groupe de référence descende et se maintienne durablement à 1 (contrainte collective). Les doutes exprimés sur l'efficacité des échanges de quotas de carbone obligent à rester prudents sur ce type de perspective, même dans l'hypothèse d'une réduction de l'éventail des revenus qui mettrait tous les individus devant des possibilités monétaires comparables.

Au niveau de la France, base incontournable de notre réflexion, la tâche est immense puisque notre pays devrait diviser son empreinte écologique par 3. Il faudra donc commencer par définir une stratégie qui tienne compte de l'urgence de la situation.

Jean Monestier

Cet article est extrait de la revue mensuelle Silence



La revue S!lence est publiée depuis 1982. Elle se veut un lien entre toutes celles et ceux qui pensent qu'aujourd'hui il est possible de vivre autrement sans accepter ce que les médias et le pouvoir nous présentent comme une fatalité.

S!lence est gérée par une association indépendante de tout autre mouvement.

Où trouver la revue S!lence ?

La revue S!lence n'est pas diffusée en kiosque, elle est diffusée uniquement par abonnement et dans un certain nombre de lieux en dépôt. Si vous connaissez un lieu de dépôt possible (magasins bio, librairies, lieux associatifs...), signalez-le-nous par téléphone ou courrier postal et nous ferons les démarches nécessaires.

Si vous n'avez jamais été abonné, vous pouvez bénéficier d'un abonnement découverte de 20 Euros pour les 6 premiers numéros.

Les anciens numéros peuvent être commandés pour 4 Euros l'exemplaire plus 2 Euros de port pour 1 numéro, 3 Euros de ports pour 2 numéros et 4 Euros de port pour 3 numéros et plus.

Vous pouvez recevoir un numéro découverte gratuit sur simple demande par courrier ou par téléphone.

Revue Silence

**9, rue Dumenge,
69317 LYON Cedex 04
04 78 39 55 33 (du lundi au jeudi, 10 à 12h, 14 à 17h)**

www.revuesilence.net